

# Changement climatique: la responsabilité des Régions et leur implication au plan international

24 août 2009

Christian GUYONVARC'H

Vice-président chargé des affaires européennes et internationales

Vice-Président du réseau NRG4SD



territoire • économie • formation • lycée • transport • environnement & tourisme • culture & sport • solidarité • europe



# Le réchauffement global: Un obstacle majeur aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)



**diminution des récoltes dans les régions déjà les plus éprouvées  
par la faim**

**diminution des ressources en eau**

**extension des maladies tropicales**

**destruction de l'habitat et des infrastructures, en particulier  
dans les régions littorales et insulaires où se concentrent 40%  
de la population mondiale**



**extension des guerres (pour l'eau, pour la nourriture) et des migrations forcées (250 millions de réfugiés climatiques d'ici à 2050 selon l'ONU)**

**extension de la faim (déjà 200.000 morts de plus par an à cause du CC selon l'ONU)**

**les moins responsables sont et seront les plus affectés, d'où la nécessité de conjuguer atténuation ET adaptation**



Les émissions de gaz à effet de serre (GES) augmentent,  
les 37 Etats industrialisés n'ont pas respecté les engagements pris à Kyoto en 1997



## Emissions de GES (GHG) des Etats industrialisés en hausse continue

Engagement pris en 1997 sur 1990 - 2012: **diminution de 5,2%**  
Réalité sur la période 1990 - 2007: **augmentation de 11%**

**(Canada: + 35%! Espagne: + 50%!)**

**mais pour l'après 2012 ils demandent aux pays en développement de réduire leurs émissions de 15 à 30%!**



Le réchauffement climatique s'accélère,  
Il est urgent de convertir les économies  
et les comportements



« *Même si nous réduisons à zéro nos émissions de GES, à ce stade il n'est plus possible d'inverser la machine climatique* »

Stravros Dimas, commissaire européen à l'environnement

L'enjeu est de limiter le réchauffement global dans des proportions qui permettront à l'humanité de s'adapter. Plafond au-delà duquel les dérèglements climatiques seront incontrôlables:  
+ 1,5 à + 2° C (GIEC)



**Or, sur la base du rythme actuel de progression des émissions de GES, les scénarios les plus pessimistes du dernier rapport du GIEC (2007) sont déjà dépassés**



*« Sur la hausse du niveau des mers nous n'avons pris en compte que les conséquences de la fonte des glaciers, pas du Groenland ou de l'Arctique. Or la fonte de la calotte et de la banquise pourrait se traduire en 2100 par une hausse de 75 à 190 cm et non de 20 à 50 cm »*

**Hervé Le Treut, membre du GIEC, directeur du laboratoire de météorologie dynamique du CNRS, membre de l'Académie des Sciences (revue Terraeco, mai 2009)**



*« Pour limiter l'élévation des températures à 2 ° C par rapport à 2000, l'humanité doit diviser ses émissions de GES par 3 d'ici à 2050, les Etats industrialisés par 4. Pour cela, nos émissions doivent décroître dès 2015 au plus tard, c'est-à-dire immédiatement, alors qu'elles n'ont jamais augmenté aussi rapidement »*

Jean Jouzel, vice-président du GIEC, président de l'Institut Polaire français (revue Terraeco, mai 2009)

Conférence de Copenhague en décembre 2009 pour fixer les objectifs et les moyens pour l'après 2012: rendez-vous de la dernière chance



Le système des Nations Unies reconnaît la pertinence d'une approche territoriale



**« 80% des actions de réduction des émissions de GES et presque 100% des actions d'adaptation aux conséquences du changement climatique sont menées à un niveau infraétatique »**

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC - UNFCCC), Poznan, 8 décembre 2008, « side event » organisé par The Climate Group et NRG4SD



Le PNUD et le PNUE ont lancé, en **octobre 2008**, le premier programme du système des Nations Unies dédié aux Régions: « **Vers des territoires moins émetteurs de GES et plus résistants au changement climatique** » ou **programme TACC**.

Protocole de mise en oeuvre signé avec 8 associations internationales de Régions dont NRG4SD.

Objet: **sensibiliser 500 Régions et aider 50 Régions des pays émergents ou en développement à construire leur Plan Climat Territorial Intégré (PCTI) en s'appuyant sur des partenariats institutionnels et techniques avec les Régions des pays industrialisés.**



## L'Union européenne reconnaît à son tour les Régions comme partenaires



Début 2009: sur la problématique de la lutte contre le changement climatique la Commission européenne (DG DEV, AIDCO et RELEX) décide de lancer un appel à propositions, ouvert aux Régions, sur les coopérations entre acteurs non étatiques des territoires littoraux ou insulaires de l'Union européenne et des pays en développement (publication attendue en mai)

La DG Regio demande la prise en compte du changement climatique dans les programmes régionaux de développement (FEDER, FSE, FEADER)



Vers des partenariats innovants entre Régions du Nord et du Sud, appuyés par l'ONU et l'UE



## Activité traditionnelle des Régions européennes:

cofinancement et appui technique à des projets d'accès à l'eau, de développement agricole ou d'installation d'unités de production d'énergie renouvelable (photovoltaïque) dans des pays en développement, soit dans un cadre de coopération bilatérale avec une collectivité du Sud soit par l'intermédiaire d'ONG de solidarité internationale.



## Activité nouvelle:

coopération entre Régions européennes et du Sud  
visant explicitement la lutte contre le changement  
climatique (principalement adaptation aux  
conséquences: intensification des événements  
météo extrêmes, érosion du littoral et salinisation  
des aquifères côtiers, extension des zones arides et  
de la déforestation, impact sur les cultures, )



## L'implication du réseau NRG4SD (Réseau mondial des gouvernements régionaux pour le développement durable)

Projet-pilote Nord Sumatra - Régions européennes depuis 2006. Objet: reconstitution de la mangrove

St-Malo (Bretagne - France), **octobre 2008: premier sommet mondial des Régions sur le changement climatique**. 98 Régions de 56 pays, 33 expériences régionales exposées. Prises de contact: Bretagne - régions indonésiennes, Catalogne - Fatick (Sénégal),



Participation de NRG4SD aux projets-pilote du programme PNUD-PNUE « *Vers des territoires moins émetteurs de GES et plus résistants au changement climatique* » (programme TACC), sous la forme de transferts de compétence Nord-Sud:

**Euskadi - Canelones** (Uruguay)

**Catalogne** - Fatick (Sénégal) + Poitou-Charentes

**Pays de Galles** - M'bale (Ouganda)



Accueil à Brest, en Bretagne, du centre **ClimSat**, centre technique du PNUD pour aider les Régions des pays émergents ou en développement à construire leur Plan Climat Territorial Intégré, en particulier par l'accès aux applications techniques de l'imagerie satellite.

Volonté de NRG4SD de répondre au prochain appel à propositions de la Commission européenne (DG DEV - AIDCO - RELEX) sur les coopérations entre territoires littoraux ou insulaires de l'Union européenne et des pays en développement.



- **ClimSat**
- **<http://climsat-brest.org>**
  
- **NRG4SD**
- **<http://www.nrg4sd.net/>**



## Négociations internationales du post Kyoto: Vers une intégration du niveau territorial?



- Au plan mondial 3 élus investis dans les réunions de négociation de l'après Kyoto:
- Pour les villes: un maire-adjoint de Copenhague et un maire-adjoint (Vert) de Nantes, Ronan Dantec, qui agit pour ICLEI
- Pour les Régions: C. Guyonvarc'h pour le compte de NRG4SD



- - mai 2009: 1ère référence historique aux régions (« gouvernements subnationaux ») dans le texte de négociation. Soutien: Uruguay, Sénégal. Appui: PNUD
- - juin 2009 (Bonn): lobbying ICLEI-NRG4SD permet d'intégrer villes et régions dans toutes les parties du texte en négociation (atténuation, adaptation, transfert de technologies, financements). Soutien: groupe Afrique. Appui: PNUD



- Résultat fragile et précaire car peut être remis en cause d'ici Copenhague et à Copenhague même (texte actuel: 200 pages pour 20 pages au final)
- **Position de la France?**
- - pas de réponse aux courriers des collectivités françaises et de leurs associations (ARF...)



- **MAIS**
- **01/07/2009: F. Fillon dit au 1er ministre du Québec qu'il appuiera officiellement la reconnaissance des gouvernements subnationaux dans le texte en négociation et s'assurera auprès de la Commission européenne qu'elle en fera autant.**
- **Nous aimerions pouvoir dire: « Nous sommes tous des Québécois »**

